

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE



WT/COMTD/W/104
3 octobre 2002

(02-5332)

Comité du commerce et du développement

PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE COORDONNÉ DU SECRÉTARIAT DE L'OMC 2003

Note du Secrétariat

Sommaire

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION: ENGAGEMENTS PRIS À DOHA EN MATIÈRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET ORIENTATION STRATÉGIQUE DU SECRÉTARIAT.....	3
II. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ANNUEL D'AT/RC POUR 2002.....	5
III. PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR 2003 – RÉSUMÉ.....	6
IV. DIFFICULTÉS ET PRINCIPES DIRECTEURS.....	8
V. PRIORITÉS DES MEMBRES COMMUNIQUÉES POUR 2003.....	10
VI. RENFORCEMENT SYSTÉMATIQUE, CUMULATIF ET DURABLE DES CAPACITÉS: NOUVEAUX PRODUITS	11
VII. MODES DE PRESTATION ET APPORTS DES BÉNÉFICIAIRES DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE	14
VIII. LA BASE DE DONNÉES SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE POUR LE PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT.....	15
IX. LES PAYS LES MOINS AVANCÉS	15
X. DIFFICULTÉS PARTICULIÈRES AU NIVEAU RÉGIONAL - AFRIQUE, ASIE MÉRIDIONALE ET CENTRALE, ET CARAÏBES	17
A. NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (NEPAD)	17
B. PROGRAMME INTÉGRÉ CONJOINT D'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS CERTAINS DES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET D'AUTRES PAYS AFRICAINS	18
C. ASIE DU SUD - ASSOCIATION SUD-ASIATIQUE DE COOPÉRATION RÉGIONALE	18
D. LA COMMUNAUTÉ DES CARAÏBES (CARICOM).....	18
E. PAYS D'ASIE CENTRALE	19
XI. SEMAINE DE GENÈVE POUR LES MEMBRES SANS REPRÉSENTATION.....	19

XII.	LA RECHERCHE AUX FINS DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES	20
XIII.	PARTENARIATS STRATÉGIQUES: LES ORGANISATIONS, LES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LE COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE	20
XIV.	LE FONDS GLOBAL D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LE PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT.....	21
XV.	ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR 2003.....	22
	ANNEXE I: LETTRE DU SECRÉTARIAT DE L'OMC À L'OCDE/CAD	23
	ANNEXE II: LETTRE DU SECRÉTARIAT DE L'OMC À LA BANQUE MONDIALE.....	25
	ANNEXE III: LETTRE AUX BANQUES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT	27
	ANNEXE IV: LETTRE AUX COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES DE L'ONU.....	29
	ANNEXE V : LETTRE INDIVIDUELLE ADRESSÉE AUX PAYS ACCUSANT RÉCEPTION DES DEMANDES D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE PLAN 2003.....	31
	ANNEXE VI: CALENDRIER DU COURS DE FORMATION SUR LES NÉGOCIATIONS AU TITRE DU PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT À L'INTENTION DES HAUTS FONCTIONNAIRES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	32
	ANNEXE VII: CALENDRIER POUR L'EXTENSION DU CADRE INTÉGRÉ AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS.....	34

I. INTRODUCTION: ENGAGEMENTS PRIS À DOHA EN MATIÈRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET ORIENTATION STRATÉGIQUE DU SECRÉTARIAT

1. Le présent Plan d'assistance technique et de renforcement des capacités (AT/RC) est le deuxième plan annuel de l'OMC depuis la Conférence ministérielle de Doha. À Doha, les Ministres ont pris une série d'engagements ambitieux en matière d'AT/RC en réponse aux négociations et au programme de travail de l'OMC. Le Plan d'assistance technique pour 2002 était le premier des plans annuels. Une réunion d'information de haut niveau sur l'AT/RC a eu lieu le 16 juillet 2002.¹ Cette réunion avait pour but d'informer les Membres et les observateurs de la mise en œuvre du Plan pour 2002 et de dresser un bilan. La réunion de haut niveau a enregistré les progrès accomplis tout en reconnaissant cependant que des améliorations pouvaient encore être apportées. Des suggestions ont été faites sur les points à améliorer.

2. Les paramètres généraux des dispositions prises par le Secrétariat de l'OMC en réponse aux engagements de Doha en matière d'AT/RC ont été définis dans le Plan d'assistance technique pour 2002 (page 4). Cependant, à la lumière des demandes et des priorités communiquées pour le Plan d'assistance technique pour 2003 ainsi que enseignements tirés de la mise en œuvre du Plan d'assistance technique pour 2002, il apparaît nécessaire de définir une orientation stratégique plus précise pour l'assistance technique de l'OMC. L'assistance technique de l'OMC doit être considérée comme faisant partie du plan de développement global et/ou des stratégies de lutte contre la pauvreté des pays bénéficiaires de l'assistance technique. L'assistance technique de l'OMC n'est pas un domaine isolé. Elle fait partie intégrante des plans de développement visant à contribuer à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté. En conséquence, les demandes et les priorités communiquées à l'OMC doivent nécessairement être liées aux priorités définies par les pays dans leurs plans. L'utilisation de l'assistance technique dans le processus d'intégration du commerce dans le développement se décompose en trois étapes interdépendantes, à savoir: i) l'assistance technique visant à développer la capacité de négociation pour le Programme de Doha pour le développement; ii) l'assistance technique visant à renforcer la capacité institutionnelle permettant de comprendre les règles et de mettre en œuvre les accords; et iii) l'assistance technique visant à développer l'infrastructure commerciale dans la perspective de la création de recettes, de la création d'emplois et de la lutte contre la pauvreté aux fins du développement. L'avantage comparatif de l'assistance technique de l'OMC s'appliquera de manière optimale aux étapes 1 et 2, mais l'OMC encouragera les institutions de développement et les institutions régionales à financer l'infrastructure commerciale en faisant appel à la sensibilisation, à la coordination et à la cohérence.

1) AT fournie par l'OMC	2) AT fournie par l'OMC et les institutions spécialisées	3) AT fournie par les institutions de développement et les institutions régionales
AT visant à renforcer la capacité de négociation	AT visant à renforcer la capacité institutionnelle permettant de comprendre les règles et de les mettre en œuvre	AT pour développer l'infrastructure commerciale, créer des emplois et lutter contre la pauvreté

3. Ce deuxième plan annuel se situe dans le droit fil de la mise en œuvre des engagements en matière d'AT/RC figurant dans la Déclaration ministérielle de Doha, y compris la Nouvelle stratégie de coopération technique de l'OMC, entérinée au paragraphe 38 de la Déclaration ministérielle. Le présent plan tient compte des éléments suivants:

¹ WT/COMTD/43.

- priorités identifiées et officiellement communiquées par les pays bénéficiaires au Secrétariat;
- suggestions faites par les Membres, lors de la réunion de haut niveau sur la coopération technique et le renforcement des capacités (CT/RC) du 16 juillet 2002, en vue d'améliorer la conception du Plan annuel pour 2002;
- enseignements tirés de la mise en œuvre du Plan pour 2002, discutés à la réunion de haut niveau;
- décision figurant dans la Déclaration ministérielle de Doha selon laquelle l'assistance technique et le renforcement des capacités sont des éléments centraux de la dimension développement du système commercial multilatéral ayant des implications directes pour les négociations et le programme de travail de l'OMC; et
- nécessité d'établir les fondements des activités de l'OMC en matière d'AT/RC, qui se poursuivront au-delà des négociations et du programme de travail au titre du Programme de Doha pour le développement.

PARAGRAPHES	MANDATS DE DOHA EN MATIÈRE DE CT/RC
16	Négociations tarifaires: accès aux marchés pour les produits non agricoles
21	Commerce et investissement
24	Commerce et concurrence
26	Transparence des marchés publics
27	Facilitation des échanges
33	Commerce et environnement
38	Intégration/mise en œuvre/nouvelle stratégie de l'OMC en matière de CT/RC
39	Cadre intégré/JITAP – Coordination avec les donateurs/organisations bilatéraux
40	Financement prévisible pour les activités d'AT
42	Accession des PMA
43	Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce à destination des PMA
DISPOSITIONS PRISES PAR LE SECRÉTARIAT DE L'OMC EN RÉPONSE AUX MANDATS EN MATIÈRE DE CT/RC	
1	Fourniture d'AT/RC coordonnée et centrée sur les problèmes avec des groupes interorganisations définis
2	Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce à destination des PMA
3	Gestion de la base de données conjointe OMC/OCDE en matière d'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités
4	Fourniture d'AT/RC coordonnée sur la base d'un "Mémoire d'accord" conclu avec six banques régionales de développement
5	Plans annuels de l'OMC (AT/RC pour les négociations, la mise en œuvre et l'intégration du commerce)
6	Évaluation et audit

II. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ANNUEL D'AT/RC POUR 2002

4. Plusieurs enseignements fondamentaux ont été tirés de la mise en œuvre par le Secrétariat du Plan d'assistance technique pour 2002. Ces enseignements ont été passés en revue avec les Membres et les observateurs à la réunion de haut niveau du 16 juillet. Il conviendra d'en tenir compte et de les intégrer dans la mise en œuvre du Plan pour 2003 afin que les objectifs du Plan soient atteints. En résumé, ces enseignements sont les suivants:

- premièrement, la demande est sans limite et excède l'offre; en conséquence, il est nécessaire d'opérer un tri et de rationaliser, et indispensable d'établir des partenariats stratégiques soigneusement définis;
- deuxièmement, pour assurer la durabilité et un bon rendement en matière de renforcement des capacités commerciales, les pays bénéficiaires doivent veiller à ce que les priorités commerciales et les demandes d'assistance et de renforcement des capacités (telles qu'elles sont également communiquées à l'OMC) soient intégrées dans leurs plans de développement globaux et dans leurs stratégies de lutte contre la pauvreté. Cette approche aidera également les pays bénéficiaires à améliorer la capacité nationale d'absorption d'assistance technique au moyen d'une coordination nationale accrue;
- troisièmement, les difficultés en matière de coordination restent importantes à plusieurs niveaux: au niveau national, entre les organisations et entre les donateurs bilatéraux. Les fournisseurs et les bénéficiaires d'assistance technique dans le cadre du Plan d'AT pour 2003 doivent avoir pour objectif primordial de relever ce défi;
- quatrièmement, il sera essentiel de mettre en place des partenariats bien définis entre organisations ainsi que des arrangements soigneux avec les donateurs bilatéraux et de faire fond sur ces synergies pour donner pleinement suite aux engagements pris à Doha;
- cinquièmement, le rôle des institutions de Bretton Woods et des six grandes banques régionales de développement est au cœur de la mise en œuvre des mandats de Doha en matière de coopération technique. Il sera fait appel à leur connaissance des régions du point de vue des orientations politiques, à leurs contributions intellectuelles et à leur soutien financier;
- sixièmement, les pays bénéficiaires ont modifié les priorités définies dans leurs demandes d'AT/RC et exprimé un plus grand besoin de renforcement des capacités pour l'intégration du commerce (stimuler les réactions de l'offre, la diversification des exportations, etc.) par rapport au renforcement des capacités pour des activités d'AT/RC à court terme en vue des négociations dans le cadre de l'OMC. En tant qu'organisation, l'OMC ne peut pas assumer cette fonction sauf au moyen d'arrangements coordonnés avec des organisations de développement et des donateurs bilatéraux et avec les pays bénéficiaires eux-mêmes;
- septièmement, les préférences exprimées entre les différents modes de fourniture sont réparties de manière égale, l'accent étant mis sur la formation dans le cadre de cours de politique commerciale de courte durée, la formation des formateurs, les stages, séminaires et ateliers de l'OMC. Il y a eu des demandes pour tous ces modes de fourniture;

- huitièmement, les régions qui ont le plus besoin de coopération technique et de renforcement des capacités et où les difficultés sont les plus grandes sont l'Afrique, l'Asie du Sud, les Caraïbes, l'Asie centrale ainsi que les deux groupes interrégionaux des pays les moins avancés et les pays accédants;
- neuvièmement, le suivi des études diagnostiques sur l'intégration du commerce relevant du Cadre intégré pour les pays les moins avancés peut encore être grandement amélioré et accéléré. Des résultats positifs concrets sont enregistrés mais il est plus que jamais urgent que les donateurs bilatéraux et les organisations accélèrent le processus;
- dixièmement, l'assistance technique et l'accès aux marchés ne sont pas mutuellement substituables. Il s'agit de deux domaines complémentaires, mais la réalisation des objectifs de l'un n'aidera pas à réaliser les objectifs de l'autre;
- onzièmement, le Secrétariat de l'OMC dispose d'une capacité limitée pour fournir l'assistance technique. Cette capacité maximale a été atteinte en 2002. Aux niveaux actuels et compte tenu des ressources en personnel, le Secrétariat ne peut pas fournir plus de 450 activités – approximativement – à haut rendement et de haut niveau. Il convient de souligner que le Secrétariat fournit, quotidiennement, des services consultatifs aux délégations des Membres et observateurs, à Genève, et, par téléphone et vidéoconférence, aux gouvernements dans les capitales. Les Membres apprécient cette assistance, qui compte comme assistance technique de l'OMC;
- enfin, les activités *ad hoc* affaiblissent la logique et la rationalité des Plans d'assistance technique de l'OMC. C'est au Secrétariat qu'incombe la responsabilité première de résoudre cette difficulté, mais le soutien des pays bénéficiaires et des Membres est indispensable.

5. Dans le cadre des enseignements globaux tirés de la mise en œuvre du Plan d'AT pour 2002, le Directeur général a souligné la nécessité de veiller à la rentabilité, à la rationalité et à la transparence dans l'utilisation des ressources du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement.

III. PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR 2003 – RÉSUMÉ

6. Le défi que doit relever le Plan annuel d'AT/RC pour 2003 est de renforcer les capacités dans les pays bénéficiaires en vue de la conduite de négociations efficaces, de la mise en œuvre des Accords de l'OMC sur le plan juridique et de l'intégration du commerce. Pour relever ce défi, le Plan 2003 met en relief les objectifs complémentaires de l'assistance technique et du renforcement des capacités en vue ***d'une participation effective aux négociations, de la mise en œuvre et de l'intégration du commerce***. L'accent porte sur la haute qualité des activités fournies, qui établissent un lien cohérent entre les activités nationales identifiées et les activités régionales.

7. ***Du point de vue de la structure***, le Plan d'AT/RC pour 2003 fait le lien entre un certain nombre d'activités nationales² et 190 activités régionales hautement ciblées, dont tous les pays demandeurs bénéficieront. Dans les cas où le nombre de demandes nationales dans un domaine donné excède la capacité de fourniture du Secrétariat, les demandes nationales individuelles ont été regroupées en une activité régionale. Sur la base des enseignements clairs tirés de la mise en œuvre

² Environ deux par pays en développement et trois par PMA.

du Plan d'AT pour 2002, le nombre maximal d'activités pouvant être fournies dans les meilleurs conditions par l'OMC en tant qu'organisation individuelle et étant donné sa capacité actuelle a été fixé à 450 au maximum. Les activités ont été strictement définies sur la base de la répartition des priorités formellement communiquées dans leurs demandes par 118 pays (réparties en 1 038 demandes différentes). La plupart des activités demandées satisfont aux paramètres des engagements convenus à Doha en matière de CT/RC.

8. Les activités individuelles pour le Plan d'AT/RC pour 2003 de l'OMC figurent à l'addendum 1 du présent plan. Les activités annexées au présent plan devant être mises en œuvre en 2003 ont été évaluées au regard des principes directeurs de l'assistance technique liée au commerce fournie par l'OMC (comme à la section IV de la présente note). Elles portent spécifiquement sur des préférences identifiées pour des activités régionales hautement spécialisées, l'établissement de partenariats et le renforcement des synergies avec d'autres organisations, donateurs bilatéraux et fournisseurs d'assistance technique. Dans la mesure du possible, le Secrétariat de l'OMC facilitera la coopération en matière d'assistance technique entre les Membres et les observateurs de l'OMC demandant une assistance technique, d'une part, et les organisations et les donateurs bilatéraux, d'autre part. À cet égard, le Secrétariat a pris des mesures spécifiques avec d'autres fournisseurs d'assistance technique.

9. Dans le cadre du Plan pour 2003, le Secrétariat de l'OMC communique officiellement avec le Comité d'aide au développement de l'OCDE, des banques régionales de développement et les grandes institutions économiques multilatérales pour envisager des réponses appropriées aux différentes demandes autonomes non couvertes dans la liste de l'OMC des activités prévues pour 2003. [Les lettres au Comité d'aide au développement de l'OCDE et à la Banque mondiale figurent dans les annexes I et II de la présente note.] Faisant suite à une réunion qui s'est tenue le 3 mai 2002 avec les banques régionales de développement, une nouvelle réunion avec les banques régionales de développement a été prévue le 30 octobre, qui portera sur la mise en œuvre des activités répertoriées et demandées. [Voir l'annexe III.] Une réunion a également été programmée avec les Commissions économiques régionales des Nations Unies concernant la mise en œuvre des activités répertoriées et demandées et la consolidation des travaux en cours. [Voir l'annexe IV.] Des réunions avec les organisations multilatérales et les donateurs bilatéraux sont également prévues dans le cadre de la deuxième réunion conjointe du Groupe de travail interorganisations/CAD qui aura lieu les 28 et 29 novembre 2002. Le Secrétariat de l'OMC informera les Membres et les observateurs des réponses reçues des donateurs bilatéraux, des banques régionales de développement et des grandes institutions économiques multilatérales concernant le reste des demandes émanant des Membres et des observateurs de l'OMC.

10. Il a été pris acte des demandes officielles d'assistance technique adressées par les Membres et les observateurs au Secrétariat de l'OMC. Les Membres et les observateurs ont également été contactés et informés individuellement du processus de communication aux autres organisations, au CAD/OCDE et aux banques régionales de développement, de leurs demandes prioritaires qui n'ont pas été couvertes par des activités nationales ou régionales connexes. [La lettre type adressée à chacun des 118 pays demandeurs est jointe en annexe V à la présente note.] Les partenariats interorganisations et les partenariats stratégiques avec les donateurs bilatéraux, tels qu'ils sont prescrits dans la Déclaration ministérielle de Doha, sont indispensables pour donner suite utilement et efficacement aux engagements en matière de renforcement des capacités commerciales figurant dans le Programme de Doha pour le développement. À cet égard, des progrès concrets ont été réalisés et le Secrétariat est convaincu que ces engagements seront tenus dans le cadre des engagements pris à Doha en matière de coopération technique, et de manière durable au-delà de Doha.

11. **Le renforcement des capacités commerciales en vue d'une participation aux négociations et au programme de travail de l'OMC** relève directement de la compétence du Secrétariat de l'OMC. Il s'agit d'améliorer la capacité de participer effectivement aux négociations et au programme de travail de l'OMC. **Le renforcement des capacités commerciales pour**

L'intégration du commerce améliorera la capacité des pays bénéficiaires de tirer meilleur parti du système commercial multilatéral ouvert et fondé sur des règles. C'est le domaine où le besoin de partenariats et de synergies avec d'autres institutions multilatérales et donateurs bilatéraux revêt le plus grand caractère d'urgence. Le renforcement des capacités pour l'intégration du commerce reposera sur la Nouvelle stratégie pour la coopération technique approuvée par les Ministres au paragraphe 38 de la Déclaration ministérielle de Doha, qui comporte plusieurs éléments centraux, y compris le concept du nouveau Cadre intégré. Ce concept implique un processus prévoyant l'intervention des agences multilatérales/donateurs auprès d'un pays bénéficiaire pour identifier ses priorités en matière d'assistance technique liée au commerce au moyen d'études diagnostiques sur l'intégration du commerce (ou des examens des politiques commerciales), dont les résultats sont ensuite intégrés dans les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et les plans nationaux de développement globaux.

IV. DIFFICULTÉS ET PRINCIPES DIRECTEURS

12. La mise en œuvre du Plan pour 2002 a mis en évidence un certain nombre de problèmes et difficultés que connaît la coopération technique de l'OMC. Ces difficultés ont été exacerbées par plusieurs facteurs: les activités d'assistance technique ont pris une envergure plus importante, le nombre des pays bénéficiaires a augmenté, et l'environnement politique, dans lequel la coopération technique et le renforcement des activités constituent à présent des éléments fondamentaux de la dimension développement du système commercial multilatéral et l'activité essentielle de l'OMC, a évolué.

13. On rappellera qu'initialement, la coopération technique de l'OMC était fondée sur un principe et une pratique axés sur la demande, selon lesquels il était demandé au Secrétariat de répondre à toutes les requêtes communiquées individuellement. L'environnement a changé. Depuis 1995, les activités d'assistance technique de l'OMC se sont maintenant accrues de 660 pour cent – passant de 79 activités en 1995 à plus de 600 activités demandées pour 2002. L'assistance technique fondée sur la demande était possible lorsque la demande était limitée et gérable, et que le nombre des pays bénéficiaires était faible. L'accroissement du nombre de Membres ainsi que la densification et l'extension du champ des thèmes couverts par l'OMC ont radicalement changé cette situation. Il est maintenant manifeste qu'il faut dans une certaine mesure trier et rationaliser les demandes communiquées, en étroite consultation entre le Secrétariat et les pays demandeurs, et sur la base des *priorités* explicitement identifiées par ces pays. Cette approche est inévitable compte tenu du très grand nombre de demandes et du caractère limité des ressources et des capacités du Secrétariat. **Plusieurs de ces difficultés exigent clairement de nouveaux principes directeurs pour la gestion de l'AT/RC, qui ont été appliqués dans le cadre de ce plan pour 2003.**

14. **Premièrement**, *l'action du Secrétariat partira effectivement du principe que l'AT/RC sera fondé sur les priorités déterminées par les Membres*, ce qui n'est pas la même chose que l'obligation de répondre à chaque demande autonome et non triée. *Le tri et la rationalisation ainsi que la gestion de l'assistance technique en consultation avec les bénéficiaires et les fournisseurs constitueront un principe directeur.* Il faudra donc que les activités d'AT/RC partent du principe d'un nombre fini d'activités spécifiques convenues par le pays demandeur et le Secrétariat, et explicitement basées sur la priorité du pays demandeur.

15. **Deuxièmement**, par principe, *les activités régionales seront directement liées aux activités nationales des Membres identifiées et convenues*, d'une manière qui soit comprise par les fournisseurs d'assistance technique (Secrétariat de l'OMC) et les pays bénéficiaires. L'AT/RC sera fourni aux pays bénéficiaires dans tous les domaines prioritaires convenus soit au niveau national, soit en tant que parties intégrantes d'activités régionales connexes. Il faudra que les activités à ces deux niveaux soient perçues comme étant liées, car au vu de la nette augmentation du nombre de demandes d'activités nationales, il est évident qu'un pays bénéficiaire ne pourra pas bénéficier de tous les

domaines de l'assistance technique mise en œuvre au niveau national. En ce qui concerne le rapport entre les activités nationales et les activités régionales, ce sont ces dernières qui sont nettement augmentées. Cela étant, tous les domaines des demandes seront couverts.

16. **Troisièmement**, *le renforcement systématique et cumulatif des capacités*, là encore fondé sur les priorités explicitement déterminées des Membres, est un principe clé du Plan d'AT/RC pour 2003, ce qui a rendu nécessaire l'objectif que constitue la création d'un menu de programmes (établi sur la base des priorités communiquées d'une manière formelle par les pays bénéficiaires). Ce menu de programmes aidera les pays bénéficiaires à choisir les formes d'AT/RC dont ils souhaiteraient bénéficier. Il permettra de comprendre clairement ce qui sera fourni et obtenu d'une manière systématique et cumulative. Une approche fondée sur des programmes correspond aux idées exprimées par les Membres en faveur de l'énoncé clair d'un menu présentant un ordre logique de choix d'objectifs en matière d'AT/RC dans les divers domaines des engagements pris à Doha. Elle correspondra aussi à la position exprimée par quelques pays, qui soit ne savent pas quoi demander, soit ont besoin d'une assistance technique pour identifier leurs besoins nationaux en la matière. Ce menu de programmes est évolutif et sera établi en consultation avec les Membres cette année, et réexaminé annuellement.

17. **Quatrièmement**, limiter au strict minimum les demandes *ad hoc* et les réponses sporadiques du Secrétariat, et faire en sorte que les plans autorisés prévalent sur les activités *ad hoc* est un principe clé de ce plan annuel de l'OMC. Malgré les objectifs du Secrétariat visant à limiter les activités *ad hoc* à un certain minimum dans le cadre du Plan pour 2002, le niveau de ces activités par rapport aux activités autorisées n'était pas satisfaisant et il demeurerait possible de faire beaucoup mieux. Les pays bénéficiaires et le Secrétariat partagent également la responsabilité de ce résultat. En principe et dans la pratique, il faut respecter beaucoup plus strictement cette limitation des activités *ad hoc* à un certain minimum dans le Plan pour 2003. Cet objectif est compatible avec la flexibilité. La flexibilité suppose, par exemple, le remplacement d'une activité par une autre, des variations dans les lieux et les dates des activités, la transformation d'une activité nationale en activité régionale pour obtenir de meilleurs résultats, et finalement, dans certains cas, lorsqu'il existe une dynamique de négociation imprévue, elle peut créer les conditions d'une nouvelle activité.

18. **Cinquièmement**, par principe, la coopération technique et le renforcement des capacités dans le cadre de l'OMC et ce plan annuel ont été conçus en partant de l'idée que *les pays bénéficiaires et le Secrétariat considèrent exclusivement les priorités en matière de CT/RC comme faisant partie intégrante des plans et stratégies de développement nationaux pour la lutte contre la pauvreté*. Ce principe garantit que chacun a le sentiment d'être partie prenante. Il est aussi conforme au Programme de Doha pour le développement, au Consensus de Monterrey, et au Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, pour *intégrer le commerce dans les plans de développement nationaux et les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP)*.³ Les plans annuels d'assistance technique de l'OMC ne devraient donc pas être considérés comme des programmes autonomes. Ils font partie des propositions et des priorités que les pays bénéficiaires intègrent dans leurs plans de développement et les CSLP. Par conséquent, les activités de coopération technique et de renforcement des capacités dans le cadre de l'OMC n'apportent que des contributions partielles au développement du commerce. Elles ne peuvent fournir toute l'assistance technique liée au commerce qu'attendent les pays bénéficiaires. C'est pourquoi le Plan pour 2003 est fondé sur des arrangements concrets élaborés avec des institutions multilatérales identifiées aptes à mieux contribuer que d'autres au renforcement des capacités liées au commerce, six banques régionales de développement, les Commissions économiques régionales de l'ONU et les donateurs bilatéraux. En principe et aussi dans la pratique, il faut donc que les pays bénéficiaires incluent leurs besoins prioritaires en matière d'assistance technique liée au commerce dans leurs plans de développement et les CSLP.

³ Plan de mise en œuvre du sommet mondial pour le développement durable (paragraphe 84 a-e).

19. **Enfin**, par principe, la coopération technique et le renforcement des capacités dans le cadre de l'OMC et l'accès aux marchés sont complémentaires. Ces deux champs d'activité contribuent à la lutte contre la pauvreté et au développement, ils ne se substituent pas l'un à l'autre. En outre, au-delà de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le cadre de l'OMC et de l'accès aux marchés, d'autres facteurs exercent une influence dans les pays bénéficiaires.

V. PRIORITÉS DES MEMBRES COMMUNIQUÉES POUR 2003

20. En réponse aux invitations à communiquer les priorités en matière d'AT/RC ainsi que les demandes d'activités autonomes, adressées par le Secrétariat aux Membres de l'OMC et aux observateurs, 118 pays ont communiqué des priorités, fondées sur 1 038 activités, ci-après répertoriées par ordre décroissant:

- Questions de Singapour (148);
- Renforcement des capacités (postes de stagiaire, programmes de formation à l'intention des formateurs, cours nationaux de politique commerciale, séminaires de politique commerciale) (114);
- Commerce des services (84);
- Règles (74);
- Agriculture (57);
- Accès aux marchés (56);
- ADPIC (55);
- Mise en œuvre (54);
- Cours de négociations commerciales et cours avancé sur le Programme de Doha pour le développement à l'intention des hauts fonctionnaires (49);
- Obstacles techniques au commerce (OTC) (49);
- Commerce et environnement (46);
- Cadre intégré pour les pays les moins avancés (44);
- Technologies de l'information et Centres de référence de l'OMC (42);
- Mesures sanitaires et phytosanitaires (42);
- Règlement des différends (25);
- Intégration (25);
- Évaluation en douane (23);
- Accessions (17);

- Base de données intégrée (17);
- Cours régionaux de politique commerciale d'une durée de deux semaines (12);
- Textiles et vêtements (5).

VI. RENFORCEMENT SYSTÉMATIQUE, CUMULATIF ET DURABLE DES CAPACITÉS: NOUVEAUX PRODUITS

21. Dans les priorités et demandes qu'ils ont communiquées, les Membres ont exprimé une nette préférence pour un renforcement systématique, cumulatif et durable des capacités. Cela englobe la mise en œuvre d'activités qui ne sont pas ponctuelles, mais répétées. Il s'agit d'activités telles que les stages, les cours ordinaires de politique commerciale de courte durée, les programmes de formation des formateurs, etc. Ce sont des activités qui ne sont pas seulement liées au secteur public, mais aussi au secteur privé, aux universités et/ou aux cellules de réflexion sur les orientations politiques. La réalisation de cet objectif dépendra en partie du Secrétariat et aussi en partie des pays bénéficiaires dans le cadre d'un partenariat étroit. Afin de mettre en œuvre un renforcement systématique et cumulatif des capacités, le Secrétariat a élaboré des nouveaux produits clés:

- **Premièrement**, sept (7) ateliers régionaux de formation ont été conçus par rapport au réseau de fonctionnement des 120 Centres de référence de l'OMC. Ces ateliers régionaux de formation s'attacheront à atteindre les objectifs en matière de formation des formateurs qui figurent dans les programmes d'assistance technique, qui seront progressivement élaborés. Initialement, les Centres de référence de l'OMC ont été établis aux fins de l'accès à la documentation, aux données et bases de données de l'OMC. Ils ont fonctionné d'une manière très efficace, et constituent l'un des programmes d'assistance technique de l'OMC qui donnent les meilleurs résultats. Leur conception est maintenant revue afin d'inclure les objectifs en matière de formation des formateurs à l'éventail des thèmes de l'OMC. Telle qu'elle est conçue, cette activité, qui sera mise en œuvre au niveau régional pour les pays dotés de Centres de référence de l'OMC, s'efforcera de développer un noyau d'experts en matière de politique commerciale spécialisés dans l'éventail des thèmes de l'OMC. Il y aura deux participants aux cours régionaux en provenance de chaque pays. Ils seront choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement et les Membres des universités que le gouvernement aura désignés aux fins de la collaboration avec l'OMC. Les ateliers fonctionneront itérativement et couvriront l'éventail des thèmes de l'OMC. La série d'ateliers organisés dans le cadre de ce programme sera mise en œuvre à titre expérimental pour les PMA, en mars 2003, à Genève. Cette activité sera pilotée par la Division de la coopération technique avec la collaboration de l'Institut de formation et de la Division de l'informatique;
- **Deuxièmement**, le Secrétariat a maintenant donné des précisions sur les cours régionaux de formation avancée sur le Programme de Doha pour le développement à l'intention des hauts fonctionnaires. Ces cours, proposés pour donner suite aux négociations et au programme de travail de Doha, ont été mentionnés dans l'annexe I du Plan pour 2002. Leur mise en œuvre a déjà commencé. Ils couvrent sept régions ainsi que les Membres sans représentation à Genève (groupes dont les besoins sont les plus importants). Ces cours sont organisés et mis en œuvre dans le cadre d'une relation tripartite entre l'OMC, une université/cellule de réflexion sur les orientations politiques désignée (au bénéfice de la région), et une institution régionale. Ces cours sont distincts des cours de politique commerciale de l'OMC d'une durée de deux semaines. Ces cours à l'intention des hauts fonctionnaires portent principalement sur

les questions qui se présentent dans le cadre des négociations lancées à Doha. L'avantage qu'ils offrent, c'est que les questions visées dans les négociations sont abordées. Les ressources humaines sont prises sur l'OMC, les pays bénéficiaires, l'institution régionale participante, et l'université collaborant aux cours. La mise en œuvre de ces cours a déjà commencé (voir le calendrier des cours à l'annexe VI du présent plan);

- **Troisièmement**, le système de stages de l'OMC a maintenant été développé, pleinement mis au point et consolidé. Il comporte quatre éléments:
 - Les stages ordinaires de l'OMC, dans lesquels les stagiaires sont sélectionnés localement à Genève, par les Divisions de l'OMC. Ces stagiaires travaillent au sein de l'Organisation pour une période de trois mois. Ils reçoivent une rémunération de 1 500 FS (voir WT/COMTD/W/104/Add.1 – page 57);
 - Le système de stages hollandais. Dans le cadre de ce programme, les stagiaires sont traités comme des membres du personnel de l'OMC. Ils travaillent au sein de l'Organisation pendant une période de deux ans;
 - En outre, un stage de coordinateur régional de l'OMC a été mis au point. Dans le cadre de ce nouveau stage, le stagiaire sera rémunéré par l'OMC, et il sera basé, pour une période de six mois, *sans prolongation*, au sein de la Mission d'un coordinateur faisant partie de l'un des sept groupes désignés et exerçant cette fonction par roulement. À la fin des six mois, ce sera le tour du coordinateur du groupe désigné suivant sur les sept groupes identifiés. (Ce sont les groupes qui choisissent les coordinateurs.) Ces groupes sont les suivants: i) les pays ACP – Secrétariat à Genève et bureau du coordinateur du pays désigné par roulement; ii) le Groupe africain de l'OMC; iii) la CARICOM; iv) le GRULAC; v) la SAARC; vi) le Groupe consultatif des PMA à l'OMC; vii) le Groupe informel des pays en développement. Le système de stages sera strictement limité à ces sept groupes. Sa continuation dépendra de la disponibilité des ressources, des informations communiquées en retour par les sept régions bénéficiaires, et de la persistance des besoins. Dans le cadre de ce système, les stagiaires recevront une rémunération de 3 000 FS, plus les frais de voyage, au titre du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement. La mise en œuvre commencera en janvier 2003 avec le nouveau plan d'assistance technique;
 - Pour compléter le système de stages, des stages de l'OMC dans les missions ont également été mis au point. Dans le cadre de ce système, les stagiaires sont rémunérés par l'OMC et basés dans les missions de certains pays en développement, à Genève. Ces stages sont proposés aux ressortissants des pays en développement, y compris les PMA et les économies en transition. Dans le cadre de ce système, les stagiaires recevront une rémunération de 3 000 FS, plus les frais de voyage. Ce nouveau système est passé par une phase pilote couronnée de succès, avec le Zimbabwe et la Jamaïque, dans le cadre de la préparation de la Conférence ministérielle de Doha. Le financement de ces stages est accordé par des donateurs bilatéraux. Ces derniers ont déjà annoncé des ressources, qui permettront de financer 14 stages dans les missions sur les deux prochaines années;
 - **Pour résumer le système de stages de l'OMC**, il existe plusieurs avantages évidents. Il compensera le manque de capacités dans les groupes désignés et/ou

les missions choisies. La connaissance et la compréhension du système commercial multilatéral et des politiques commerciales seront développées et nettement renforcées. Des compétences spécialisées seront développées à mesure que les stagiaires participeront aux réunions et sessions de négociation de l'OMC. Ils seront aidés et orientés vers les activités qui portent principalement sur les négociations lancées à Doha, et la capacité de mettre en œuvre les Accords de l'OMC en ce qui concerne leurs pays.

- **Quatrièmement**, le Secrétariat (la Division de la coopération technique, la Division des statistiques, et l'Institut de formation) est en train de mettre au point un "module de travail pour les négociations commerciales à l'intention des négociateurs". L'objectif spécifique de ce module de travail est de préparer les pays en développement et les pays les moins avancés aux négociations lancées à Doha. Il est constitué de trois éléments connexes:
 - un ensemble de simulations pour les négociations commerciales, acquis par l'Institut de formation;
 - un logiciel convivial concernant la base de données intégrée/les listes tarifaires codifiées, que la Division des statistiques est en train d'élaborer et de mettre au point; et
 - un logiciel concernant les négociations et la formation – élaboré conjointement par la Division de la coopération technique et la Banque interaméricaine de développement. Ce logiciel permettra aux négociateurs chargés du commerce de faire une analyse comparative des propositions écrites faites par les autres parties dans le cadre des négociations.
- **Enfin**, les grandes orientations d'un menu de programmes d'AT/RC sont en cours d'élaboration. Ce menu de programmes, basé sur les priorités globales exprimées par les Membres, offrira plusieurs avantages. Premièrement, il présentera un ensemble de choix en matière de renforcement des capacités commerciales, qui aidera les pays qui disent parfois ne pas bien savoir quoi demander. Deuxièmement, il aidera les Membres et les observateurs bénéficiaires à faire des choix rationnels d'une façon qui satisfera la préférence qu'ils ont exprimée en faveur d'un renforcement cumulatif des capacités. Troisièmement, il fera clairement ressortir les avantages attendus qui résulteront de la sélection et de la mise en œuvre d'une activité donnée figurant dans le menu. Les préférences des pays seront intégrées dans le menu de programmes, qui se divise en sept catégories, à savoir:
 - i) PROGRAMME I: PRESTATION DE SERVICES;
 - ii) PROGRAMME II: ACCESSIONS;
 - iii) PROGRAMME III: NÉGOCIATIONS;
 - iv) PROGRAMME IV: MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS DE L'OMC;
 - v) PROGRAMME V: QUESTIONS DE SINGAPOUR;
 - vi) PROGRAMME VI: TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION/CENTRES DE RÉFÉRENCE DE L'OMC;

vii) PROGRAMME VII: INTÉGRATION DU COMMERCE:

- Cadre intégré;
- Intégration du commerce;
- Examens des politiques commerciales.

22. Les choix pourraient être faits au mieux soit sur la base d'une sélection séquentielle, soit sur la base des circonstances spécifiques de la politique commerciale nationale. Ce menu de programmes sera soigneusement élaboré et présenté au Comité du commerce et du développement avant la fin de 2002.

VII. MODES DE PRESTATION ET APPORTS DES BÉNÉFICIAIRES DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

23. Les modes de prestation qui sont appropriés sont un complément nécessaire à la fourniture même de l'assistance technique dans le Plan 2003. Compte tenu des préférences des Membres, ils prennent la forme de séminaires, d'ateliers, d'activités de formation, d'activités de formation des formateurs, du programme de stages de l'OMC, de liaisons vidéo, de cours de politique commerciale de courte durée, ou de collaboration avec des établissements universitaires et/ou des cellules de réflexion sur les orientations politiques. Tous ces modes de prestation sont utilisés dans le présent plan, compte tenu des préférences expressément formulées par les pays demandeurs. Les modes de prestation de l'OMC s'enrichiront de *séances de formation pratique sur le commerce*. Ces séances nécessiteront l'envoi de missions spécialisées dans des pays en développement et pays les moins avancés qui ont spécifiquement besoin d'obtenir des réponses à des questions de politique commerciale concernant des problèmes découlant de la mise en œuvre et des périodes de transition, ou qui connaissent d'autres besoins immédiats. Elles ont notamment pour objectif le renforcement des capacités institutionnelles dans le cadre de la fourniture de services de consultation. Pendant ces missions, les spécialistes de l'OMC fourniront sur place des avis sur des problèmes particuliers de politique commerciale rencontrés par le gouvernement, ce qui pourrait, dans des domaines liés à la politique commerciale, englober les négociations lancées à Doha et la mise en œuvre des Accords de l'OMC. Ce nouveau mode de prestation est essentiel pour s'assurer que l'assistance technique fournie par l'OMC demeure pertinente.

24. Lorsqu'ils sont appropriés, les modes de prestation permettent d'améliorer la fourniture de l'assistance technique. Parallèlement, les apports des bénéficiaires de l'assistance technique contribueront à l'assimilation de l'assistance technique. À cet égard, plusieurs facteurs sont décisifs, à savoir l'établissement d'un programme national bien défini pour les négociations à l'OMC et la mise en œuvre des Accords, le choix des institutions où s'effectuera le renforcement à long terme des capacités commerciales et la mise à disposition des ressources correspondantes (tant en matériel qu'en logiciels) pour compléter et mieux absorber l'assistance technique fournie par l'OMC et d'autres organisations extérieures. L'assistance technique Sud-Sud améliorera la pertinence et la qualité de l'assistance technique liée au commerce.

25. Plusieurs pays en développement qui ont des revenus élevés et qui sont très spécialisés peuvent sensiblement contribuer à la fourniture de l'assistance technique à d'autres pays en développement dont les besoins sont plus pressants, et ils le font effectivement. Ces contributions se font de diverses façons. Les pays en développement très spécialisés offrent des bourses à des participants en provenance de pays les moins avancés et en développement ayant des besoins plus pressants afin de leur permettre de suivre des cours dans leurs instituts de formation, et ils s'efforcent d'organiser des cours conjointement avec l'OMC. L'augmentation des activités de cette nature

contribuerait grandement à accroître les effets de l'assistance technique fournie par l'OMC en matière de renforcement des capacités.

VIII. LA BASE DE DONNÉES SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE POUR LE PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT

26. La base de données sur le renforcement des capacités et l'assistance technique liée au commerce pour le Programme de Doha pour le développement est l'un des grands piliers des plans annuels de l'OMC pour l'assistance technique et le renforcement des capacités, tant présents que futurs. Il s'agit d'un projet réalisé conjointement avec l'OCDE. La base de données a officiellement été créée le 16 mai 2002, lors d'une annonce commune faite par le Directeur général de l'OMC et le Secrétaire général de l'OCDE. Un rapport officiel conjoint de l'OMC et de l'OCDE sera présenté à la réunion que tiendra le Conseil général en décembre.

27. La base de données est un mécanisme visant à:

- a) assurer la transparence de l'assistance technique liée au commerce qui est fournie;
- b) faciliter l'échange et le partage des renseignements;
- c) réduire au minimum et éviter les chevauchements;
- d) évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mandats de Doha concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités;
- e) assurer la coordination et la cohérence;
- f) atteindre les objectifs du rapport qui est demandé au paragraphe 41 de la Déclaration ministérielle de Doha;
- g) encourager et aider les pays bénéficiaires à gérer leurs besoins d'assistance technique liée au commerce (à des fins de coordination à l'intérieur de chaque pays).

28. La base de données sera officiellement lancée en décembre, lors de sa présentation au Conseil général. Elle constituera un outil indispensable au suivi de la mise en œuvre effective des engagements pris au titre du Programme de Doha pour le développement en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités du fait qu'elle indiquera les activités réalisées, l'exécution des activités coordonnées entreprises par diverses organisations et le total des activités réalisées dans les pays bénéficiaires.

IX. LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

29. La priorité doit être accordée aux 49 pays les moins avancés. Ce sont eux qui ont les besoins les plus urgents et les plus aigus en matière de développement du commerce. Ce sont eux qui constituent le véritable défi pour l'OMC. Celle-ci doit contribuer sensiblement au développement des échanges commerciaux des PMA, mais elle ne peut à elle seule répondre à ce défi dans toute sa complexité. C'est pourquoi le Cadre intégré, qui est présidé par l'OMC⁴, représente le meilleur moyen

⁴ Le Cadre intégré comprend le Fonds monétaire international, le Centre du commerce international, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, deux représentants par rotation des donateurs et deux représentants par rotation des PMA.

de répondre au défi que posent les PMA et les autres économies à faible revenu. Il ne saurait y avoir de solution rapide parce que c'est du renforcement des capacités pour le développement dont il est question. Il s'agit d'un processus qui se prolonge dans le temps. Les progrès dépendent de divers facteurs parmi lesquels les contributions de l'OMC, l'intervention des organisations multilatérales, le soutien des donateurs bilatéraux, mais surtout, la prise en charge par les pays bénéficiaires sont interdépendants. Trente-cinq de ces PMA sont situés en Afrique, 13 en Asie et un dans les Caraïbes.

30. Une approche simple de l'assistance technique et du renforcement des capacités à court terme est nécessaire, mais non suffisante pour répondre aux besoins des PMA. Une approche efficace passe par l'intégration du commerce de manière à s'assurer que les échanges commerciaux contribuent à la réduction de la pauvreté et au développement. Pour atteindre cet objectif, les fournisseurs de l'assistance technique (organisations et donateurs bilatéraux) et les PMA bénéficiaires doivent coopérer afin que l'assistance technique et le renforcement des capacités soient fournis au sein d'un cadre cohérent et que les domaines d'action prioritaire en matière de commerce soient intégrés à des instruments de développement tels que les documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) et les plans de développement.

31. Pour amorcer ce processus d'assistance technique aux fins de l'intégration du commerce, il importe d'établir des études diagnostiques sur l'intégration du commerce pour les pays qui n'en ont pas fait l'objet. Il s'agit d'une première étape nécessaire. Cette procédure est dorénavant appliquée systématiquement aux PMA dans le cadre de l'élargissement progressif du Cadre intégré remanié. Des études diagnostiques sur l'intégration du commerce ont été réalisées pour trois pays (à savoir le Cambodge, Madagascar et la Mauritanie) et d'autres sont en cours pour un deuxième groupe de onze pays.⁵

32. Les études diagnostiques sur l'intégration du commerce ont pour but de cerner les faiblesses et contraintes structurelles qui font obstacle à l'intégration d'un pays (en l'occurrence, le PMA) au système commercial multilatéral et à l'économie mondiale. Ces études consistent à examiner et analyser les résultats à l'exportation et à l'importation d'un pays, à évaluer le cadre macro-économique et le climat des investissements, à apprécier l'environnement politique international, y compris les contraintes en matière d'accès aux marchés auxquelles se heurtent les exportations d'un pays, et à analyser des secteurs particuliers dont la production, les exportations et l'emploi pourraient s'accroître. Ces études se terminent par des recommandations sur les réformes à entreprendre, les conséquences sur les capacités institutionnelles et les plans d'action (concernant les recommandations relatives à l'assistance technique prioritaire), qui visent à éliminer les contraintes et à tirer parti des possibilités.

33. Suite aux recommandations prioritaires formulées dans les études diagnostiques sur l'intégration du commerce, le renforcement des capacités commerciales aux fins de l'intégration du commerce aura notamment pour objet d'appuyer la formulation des politiques et des réglementations, de mettre en place les capacités nécessaires à la mise en œuvre des politiques, d'appuyer des secteurs particuliers, de fournir un soutien en matière d'infrastructures (par exemple, l'énergie, les transports, les communications, les technologies de l'information, la modernisation des douanes, les laboratoires d'essai pour répondre aux normes internationales, etc.). On trouvera à l'annexe VII du présent plan d'assistance technique pour 2003 le calendrier des études diagnostiques sur l'intégration du commerce qui sont en cours de réalisation dans les PMA.

34. Le Plan d'assistance technique pour 2003 portera essentiellement sur l'assistance que peut fournir l'OMC. Dans le Plan, il sera offert aux PMA:

⁵ Document WT/IFSC/W/11/Rev.1.

- a) 117 activités nationales (soit 47 pour cent du nombre total d'activités d'assistance technique nationale fournies par l'OMC);
- b) 150 activités régionales dont bénéficieront également les PMA à titre de membres des régions de l'Afrique, de l'Asie/Pacifique et des Caraïbes;
- c) cinq activités de nature stratégique s'adressant uniquement aux PMA, à savoir les activités de formation à l'utilisation des Centres de référence de l'OMC, dans le but d'assurer la formation des formateurs; l'accès à Internet pour les Centres de référence des PMA; un séminaire annuel sur les accessions; un atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales; et le programme de perfectionnement sur le Programme de Doha pour le développement destiné aux fonctionnaires des administrations publiques; et
- d) le Cadre intégré, qui sera exclusivement axé sur les PMA, les chefs des organisations ayant décidé à leur dernière réunion de l'étendre à tous les PMA avant la conclusion des négociations commerciales lancées à Doha.

X. DIFFICULTÉS PARTICULIÈRES AU NIVEAU RÉGIONAL - AFRIQUE, ASIE MÉRIDIONALE ET CENTRALE, ET CARAÏBES

A. NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (NEPAD)

35. Ainsi que le montrent les leçons tirées de la mise en œuvre du Plan d'assistance technique pour 2002, l'Afrique est l'une des trois régions qui a les besoins les plus urgents en matière de politique commerciale. Le Secrétariat de l'OMC a conçu plusieurs activités destinées à répondre aux besoins pressants de l'Afrique en matière de politique commerciale institutionnelle et de renforcement des capacités. Le JITAP a sensiblement contribué à répondre aux besoins de l'Afrique, et il continue de le faire.

36. Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, le NEPAD, reflète l'engagement des dirigeants africains d'éliminer la pauvreté et de mettre l'Afrique sur la voie d'une croissance et d'un développement durables. Il s'agit d'une vision à long terme d'un programme de développement pris en charge et dirigé par l'Afrique. Le NEPAD est conçu pour promouvoir (grâce à un mécanisme d'examen par les pairs) la bonne gouvernance et la démocratie, la primauté du droit, la gouvernance économique et institutionnelle, en échange d'un accroissement des investissements, d'une aide et d'un soutien au développement de la part des pays développés, et d'un plein accès aux marchés pour les exportations africaines.

37. Actuellement, l'OMC n'a pas encore établi un lien officiel avec le NEPAD. Elle étudie toutefois la possibilité de recourir au NEPAD pour la fourniture de l'assistance technique liée au commerce en Afrique. À cet égard, des consultations se déroulent activement entre le Secrétariat (Division de la coopération technique) et le Secrétariat du NEPAD. Le 1^{er} juillet 2002, le Chef du Secrétariat du NEPAD a été invité à prendre la parole à la 41^{ème} session du Comité du commerce et du développement. Le dialogue devrait se poursuivre, et il portera sur le rôle que peuvent jouer le commerce et le système commercial multilatéral pour appuyer le NEPAD et le développement commercial de l'Afrique.

38. Au Sommet mondial sur le développement durable tenu à Johannesburg, le Directeur général, M. Supachai, a indiqué que l'OMC donnerait son appui au NEPAD et il s'est engagé à répertorier les programmes et projets concrets de l'OMC susceptibles d'aider le NEPAD. Une note du Secrétariat est en cours d'établissement à ce sujet.

B. PROGRAMME INTÉGRÉ CONJOINT D'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS CERTAINS DES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET D'AUTRES PAYS AFRICAINS

39. Le Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP) en faveur des pays africains, lancé conjointement par l'OMC, le CCI et la CNUCED, joue un rôle déterminant et positif dans le renforcement des capacités humaines et institutionnelles de huit pays africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Ouganda, Tanzanie et Tunisie), depuis 1997. Le programme a récemment été évalué et des recommandations ont été faites en vue de l'améliorer et de le développer. À une réunion sur la gestion du JITAP, les donateurs, les bénéficiaires et les trois agents d'exécution ont réaffirmé leur attachement au lancement d'une nouvelle phase du JITAP centrée sur la mise en œuvre du Programme de Doha pour le développement. À cet égard, les donateurs ont souligné qu'il fallait axer le JITAP sur la réduction de la pauvreté tout en maintenant son objectif initial de renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Plusieurs d'entre eux ont rappelé que le JITAP et le Cadre intégré devaient être complémentaires. L'examen de la gestion du programme a également montré qu'il était nécessaire d'aménager le JITAP en fonction des besoins des pays bénéficiaires en matière de commerce et de développement. Le Comité de gestion a pris une décision visant à consolider et à achever les programmes en cours dans le cadre de la première phase du JITAP II. Pendant la prochaine phase du JITAP II, une approche à la carte sera suivie pour répondre aux besoins des nouveaux pays bénéficiaires. Il reste encore une décision à prendre sur le nombre de pays participants avant de pouvoir procéder à leur sélection.

C. ASIE DU SUD - ASSOCIATION SUD-ASIATIQUE DE COOPÉRATION RÉGIONALE

40. L'assistance technique de l'OMC doit aussi être fournie en priorité aux pays de l'Asie du Sud. L'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) regroupe les sept pays sud-asiatiques suivants: le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka. Ces pays participent à des négociations commerciales dans le cadre de la coopération régionale et aux négociations lancées à Doha dans le cadre de l'OMC, et certains procèdent à des négociations en vue de leur accession. Cette région nécessite un travail d'assistance technique particulier et des moyens d'assistance technique renforcés. Les pays y ont des niveaux de développement différents. Une attention particulière est accordée aux PMA de la région. Certains pays comme l'Inde et le Pakistan où les niveaux de qualification sont plus élevés participeront à la fourniture d'une assistance technique visant à renforcer les capacités institutionnelles et commerciales des autres pays de la région. Le Plan d'assistance technique de l'OMC pour 2003 prévoira des activités nationales et régionales spécialement conçues pour ces pays, lesquels profiteront aussi du programme de stage renforcé de l'OMC.

D. LA COMMUNAUTÉ DES CARAÏBES (CARICOM)

41. Les pays des Caraïbes ont également d'importants défis à relever en matière de politique commerciale et de développement du commerce. La taille de leur marché est réduite. Sur les 14 pays que compte la CARICOM, dix n'ont pas de représentation à Genève. Seuls quatre d'entre eux ont des missions à Genève. Alors qu'ils ont une capacité institutionnelle limitée en matière de formulation, de promotion et de négociation de la politique commerciale, ces pays doivent mener de front plusieurs grandes négociations, à savoir les négociations sur l'accord de partenariat économique entre les pays ACP et l'Union européenne; les négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA); les négociations sur le Marché commun des Caraïbes; de multiples négociations bilatérales et les négociations lancées à Doha. Le Directeur général de l'OMC, M. Supachai, a rencontré les Ministres des pays des Caraïbes pour examiner leurs préoccupations et leurs priorités. Les membres du Secrétariat de l'OMC travaillent en étroite collaboration avec les pays de la région pour améliorer leurs capacités de négociation; ils coopèrent en particulier avec le Secrétariat de la CARICOM, le Secrétariat du Mécanisme régional de négociation des Caraïbes et l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS). L'assistance technique de l'OMC sera fournie sous la forme d'activités

conçues au niveau national et régional et un appui supplémentaire sera apporté dans le cadre du système élargi de stages organisés à l'intention des coordinateurs régionaux et de missions ayant des capacités limitées. La Banque interaméricaine de développement (BID) et son Institut pour l'intégration de l'Amérique latine participent à un mémorandum d'accord visant à prêter assistance à toute la région. Le cadre stratégique de l'assistance destinée spécifiquement à la région des Caraïbes est toutefois établi dans un mémorandum d'accord conclu avec le Secrétariat de la CARICOM. L'Organisation des États américains travaille en étroite collaboration avec l'OMC pour former des fonctionnaires gouvernementaux de haut niveau dans le cadre des cours de négociations commerciales sur le Programme de Doha pour le développement donnés en coopération avec l'University of the West Indies (UWI).

E. PAYS D'ASIE CENTRALE

42. Deux pays d'Asie centrale sont Membres de l'OMC (la République kirghize et la Géorgie). Tous les autres pays ont entamé leur processus d'accession, à l'exception du Turkménistan qui étudie encore la question. Les négociations revêtent une importance particulière pour ces pays dont les capacités de production ont souvent été affaiblies par les politiques déséquilibrées du passé, ce qui a compliqué le passage à des politiques économiques ouvertes et fondées sur les règles du marché. Certains pays de la région ont des niveaux de développement économique qui ne diffèrent pas sensiblement de ceux des pays en développement, leur revenu et PIB par habitant étant similaires. Les négociations sur la politique commerciale ont donc des enjeux très importants pour ces pays car, pour la plupart d'entre eux, c'est la première fois qu'ils ont réellement la possibilité de participer activement à un processus de négociations multilatérales. L'assistance technique de l'OMC vise à l'heure actuelle à accroître et à améliorer la participation des pays d'Asie centrale au système commercial multilatéral par la diffusion de renseignements et de connaissances sur les Accords de l'OMC de nature générale et spécifique. Une Conférence ministérielle sur le commerce a été organisée par l'OMC avant l'été pour traiter spécifiquement des préoccupations des pays de la région. Le programme d'assistance technique de l'OMC est un programme cumulatif qui comprend une combinaison d'offres et de demandes visant divers niveaux du processus de prise de décisions à l'échelon des administrations nationales et sur le plan régional. La collaboration a été renforcée avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales (travail en étroite coopération avec l'OCE, la CEMN, la BERD, l'UNCEE, la CNUCED, le JVI, l'APEC, ainsi que des donateurs bilatéraux et multilatéraux). Auparavant, les pays de la région étaient dans une large mesure exclus des programmes d'assistance technique de l'OMC financés sur le budget ordinaire de l'Organisation, mais cette situation a changé avec la création du Fonds global d'affectation spéciale de l'OMC pour l'assistance technique. Le plan d'assistance technique pour 2003 prévoit davantage d'activités pour ces pays.

XI. SEMAINE DE GENÈVE POUR LES MEMBRES SANS REPRÉSENTATION

43. La Semaine de Genève pour les Membres de l'OMC sans représentation a été une initiative novatrice. Elle a répondu à l'un des besoins les plus importants qui est apparu ces dernières années dans le domaine du renforcement des capacités commerciales. Cette année, deux Semaines de Genève ont été organisées et ce rendez-vous est désormais financé sur le budget ordinaire de l'OMC. Le principal intérêt de la Semaine de Genève est qu'elle donne aux Membres sans représentation la possibilité de participer aux travaux de l'OMC centralisés à Genève. À cette fin, des réunions d'information sont organisées par les présidents des organes de l'OMC et/ou le Secrétariat à l'intention de ces Membres qui peuvent aussi participer aux réunions formelles et informelles tenues à l'OMC. La Semaine de Genève est en principe programmée de manière à coïncider avec des réunions des principaux organes de l'OMC, tels que le CNC, le Conseil général, les groupes de négociation ou le CCD), et à faciliter les contacts informels avec les délégations ayant une représentation à Genève. Lors de la Semaine de Genève qui s'est tenue avant la Conférence ministérielle de Doha, les Membres sans représentation ont rencontré le Président du Conseil général auquel ils ont fait part de leur avis

sur les contributions au projet de déclaration ministérielle. Il convient de souligner que les exposés donnés par les présidents des organes de l'OMC ou le Secrétariat ne sont pas des cours de formation mais des réunions d'information sur l'état d'avancement des travaux de l'OMC. Ainsi, la Semaine de Genève est un élément clé des activités de coopération technique et de formation menées par l'OMC et fait partie de ses plans annuels. Il convient également de noter que pendant la Semaine de Genève, les participants reçoivent une formation pratique sur les outils des technologies de l'information. Exprimant leur satisfaction au sujet du déroulement de la Semaine de Genève, plusieurs participants ont dit quel était "le Comité permanent de l'OMC le plus important" pour eux. Les Semaines de Genève de 2003 seront programmées de façon à coïncider avec des réunions et travaux de préparation de la Conférence ministérielle de Cancún.

XII. LA RECHERCHE AUX FINS DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES

44. La recherche en matière de politiques a d'importants effets sur l'assistance technique et le renforcement des capacités. Comme cela avait été le cas pour la mise en œuvre du Plan annuel d'assistance technique pour 2002, la Division du développement et de la recherche économique de l'OMC continuera de fournir des données factuelles et analytiques pour que les pays en développement puissent les utiliser dans les négociations. Le programme de recherche du Secrétariat de l'OMC, dont est responsable la Division du développement et de la recherche économique, continuera de fournir un appui solide et essentiel au renforcement des capacités. Cet aspect du renforcement des capacités est dorénavant très visible dans la mise en œuvre continue du Programme de travail de l'OMC en faveur des pays les moins avancés, ainsi que dans les demandes d'études analytiques présentées par plusieurs pays au titre de leurs apports au Plan d'assistance technique pour 2003. Le Secrétariat de l'OMC (à savoir la Division du développement et de la recherche économique et la Division de l'examen des politiques commerciales) effectuera la plupart des recherches nécessaires au renforcement des capacités commerciales. Les études diagnostiques interorganisations sur l'intégration du commerce permettront de répondre aux besoins de recherche concernant les pays les moins avancés et les autres pays en développement. Quatorze études de ce genre sont déjà en cours pour les PMA. Par ailleurs, les activités de recherche de l'OMC sur le renforcement des capacités commerciales seront effectuées en collaboration avec l'OCDE, la CNUCED et la Banque mondiale.

XIII. PARTENARIATS STRATÉGIQUES: LES ORGANISATIONS, LES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LE COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

45. Les accords interorganisations et les partenariats stratégiques sont essentiels pour mettre pleinement en œuvre les mandats de la Déclaration ministérielle de Doha en matière de coopération technique. Ces accords sont nécessaires pour couvrir les domaines de compétence qui débordent le cadre de l'OMC. Ils nécessitent des efforts de coordination considérables et constants. À cet égard, l'OMC œuvre à quatre niveaux distincts mais interreliés, à savoir:

- a) le Cadre intégré, qui est axé sur les pays les moins avancés;
- b) le JITAP, qui concentre son action sur certains pays africains;

- c) le dialogue déjà engagé avec la Banque mondiale et les six grandes banques de développement régional.⁶ Les bases de ce partenariat ont été jetées lors du premier forum d'échanges jamais tenu entre l'OMC, la Banque mondiale et les banques de développement régional, le 3 mai 2002. À cette occasion, il a notamment été convenu que l'OMC, la Banque mondiale et les six grandes banques de développement régional œuvreraient en partenariat. Les banques de développement régional convoqueraient des réunions des ministres du commerce et des finances de leur région auxquelles seraient invitées la Banque mondiale et l'OMC. Ces réunions auraient notamment pour objet de préparer des études diagnostiques sur l'intégration du commerce, de donner un suivi efficace à ces études, de mettre en œuvre les mandats du Programme de Doha pour le développement en matière de coopération technique et de renforcement des capacités, et de veiller à l'atteinte de l'objectif général d'*intégration* du commerce dans les DSRP et les plans de développement national. Des activités concrètes ont déjà commencé avec la fourniture conjointe de cours de politique commerciale et de cours de négociation par l'OMC, les banques de développement régional et les institutions régionales pertinentes; et
- d) les réunions des six organisations multilatérales⁷ et le Comité d'aide au développement de l'OCDE. La première réunion a été tenue du 17 au 18 janvier 2002. La deuxième se tiendra du 28 au 29 novembre 2002. Un rapport pertinent sera établi à l'intention du Comité du commerce et du développement, et du Conseil général.

46. Il sera fait rapport sur l'évolution des accords interorganisations et des partenariats stratégiques lors des révisions périodiques de la Note du Secrétariat établie à ce sujet pour la Réunion de haut niveau sur la coopération technique et le renforcement des capacités (document WT/COMTD/W/102).

XIV. LE FONDS GLOBAL D'AFFECTION SPÉCIALE POUR LE PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT

47. Dans sa décision de décembre 2001, le Conseil général a créé le Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement et il en a défini les paramètres de fonctionnement. La création du Fonds a fortement et positivement stimulé la mise en œuvre des mandats du Programme de Doha pour le développement en matière de coopération technique et de renforcement des capacités. Elle a établi une base solide pour assurer un financement plus prévisible des activités de coopération technique et de renforcement des capacités de l'OMC. Elle a facilité la mise en œuvre ordonnée du Plan d'assistance technique pour 2002. Les donateurs ont accueilli très favorablement la création du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement et ils ont fourni des ressources sensiblement accrues au Secrétariat en 2002. Ainsi, les contributions annoncées pour 2002 ont atteint 21,5 millions de francs suisses (soit près du double du montant reçu en 2001), ce qui était de loin supérieur à l'objectif de 15 millions de francs suisses approuvé à l'origine par le Conseil général. L'envergure inégalée des activités d'assistance technique de l'OMC a rendu le Secrétariat encore plus conscient de ses responsabilités pour ce qui est de l'efficacité sur le plan des coûts et de la fourniture efficace de l'assistance technique dans les domaines couverts par les mandats de Doha. Le Directeur général et la haute direction sont résolus à continuer

⁶ Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique de développement (BASD), Fonds monétaire arabe (FMA), Banque européenne pour la reconstruction et la développement (BERD), Banque interaméricaine de développement (BID), Banque islamique de développement (BIsD).

⁷ FMI, CCI, CNUCED, PNUD, Banque mondiale, OMC.

d'améliorer l'efficacité sur le plan des coûts, la rationalité et la transparence de l'utilisation des ressources disponibles dans le cadre du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement. Les ressources du Fonds serviront à financer les plans annuels d'assistance technique de l'OMC et la mise en œuvre de la Nouvelle stratégie de coopération technique de l'OMC.

48. En raison de la complexité de la question, de l'envergure accrue des activités et des nombreuses demandes concurrentes auxquelles doit répondre le Secrétariat, il est jugé nécessaire d'élaborer des lignes directrices qui régiront l'emploi des ressources du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement. Il sera demandé aux Membres de fournir des orientations à ce sujet.

XV. ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR 2003

49. La liste des activités mises sur pied figure à l'addendum I du présent document.

ANNEXE I: LETTRE DU SECRÉTARIAT DE L'OMC À L'OCDE/CAD

Ligne directe: (+41 22) 739 5250
Fax direct: (+41 22) 739 5690
Email: chiedu.osakwe@wto.org

M. Jean-Claude Faure
Président
Comité d'aide au développement
OCDE
2, rue André-Pascal
75775 Paris Cedex

Fax: 33 1 44 30 61 41

Référence: **ns02/mo/TA2003/oecd-dac rev**

23 août 2002

Monsieur le Président,

Le Secrétariat de l'OMC élabore actuellement le Plan d'assistance technique pour 2003, conformément au Programme de Doha pour le développement. Compte tenu des réunions et consultations qui ont eu lieu dernièrement avec les membres du Comité d'aide au développement, je me permets de solliciter votre appui pour répondre aux besoins prioritaires en matière de capacités commerciales dont les pays bénéficiaires ont fait part de manière formelle au Secrétariat de l'OMC.

Comme vous le savez déjà, dans la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres ont pris des engagements spécifiques en matière de coopération technique et de renforcement des capacités dans onze domaines essentiels. Vous vous souvenez certainement du paragraphe 39 de la Déclaration de Doha, dans lequel les Ministres ont souligné qu'il fallait d'urgence coordonner de manière efficace la fourniture de l'assistance technique avec les donateurs bilatéraux, au Comité d'aide au développement de l'OCDE et dans les institutions intergouvernementales internationales et régionales pertinentes, dans un cadre de politique générale et selon un échéancier cohérents.

Immédiatement après la Conférence de Doha, le Secrétariat de l'OMC a élaboré le premier Plan d'assistance technique. Nous mettons actuellement au point le deuxième Plan, en nous fondant sur les engagements pris à Doha en matière d'assistance technique. Un aspect du Plan d'assistance technique qui mérite d'être amélioré est la nécessité d'établir des partenariats avec les organisations, institutions régionales et pays donateurs qui jouissent d'un avantage comparatif en ce qui concerne le renforcement des capacités commerciales. L'OMC est convaincue que le Comité d'aide au développement de l'OCDE a un rôle fondamental et indispensable à jouer dans le cadre de la mise en œuvre des engagements énoncés dans le Programme de Doha pour le développement en matière de renforcement des capacités commerciales. Nous nous félicitons de l'accueil favorable que vous avez réservé à nos demandes et du soutien que vous nous avez apporté lorsqu'il s'est agi de relever ce défi et souhaitons vivement renforcer notre partenariat l'année prochaine.

Dans le cadre de l'élaboration du Plan d'assistance technique pour 2003, le Secrétariat de l'OMC a formellement demandé aux pays bénéficiaires de lui faire connaître leurs besoins prioritaires. La réaction a été très positive et les réponses nous ont été extrêmement utiles. Le Secrétariat de l'OMC a reçu plus de 1 000 demandes formelles d'activités spécifiques, d'environ 104 pays. Sur la base de ces demandes formelles, le Secrétariat de l'OMC pourra mettre en œuvre deux activités par pays requérant (trois activités dans le cas des pays les moins avancés) et environ 150 activités régionales hautement spécialisées et ciblées, qui profiteront à tous les pays requérants. Il s'agit d'activités pour lesquelles l'OMC a un avantage comparatif. Au total environ 400 activités seront organisées.

En ce qui concerne les activités que le Secrétariat de l'OMC ne peut pas assurer lui-même et pour lesquelles il lui faudra travailler en partenariat avec d'autres entités, nous vous saurions gré de bien vouloir penser aux contributions appropriées que vous pourriez apporter. Il semble que les

donateurs bilatéraux, dans le cadre du Comité d'aide au développement de l'OCDE, aient un rôle essentiel à jouer, eu égard à l'importance du commerce pour le développement telle qu'elle ressort des lignes directrices du CAD intitulées *Renforcer les capacités commerciales au service du développement*.

Je vous ferai parvenir prochainement une liste des activités spécifiques qui ne figurent pas dans le Plan d'assistance technique de l'OMC pour 2003 et que le Comité d'aide au développement de l'OCDE pourrait examiner en vue d'apporter des solutions appropriées. J'aimerais discuter avec vous de la suite à donner à cette question importante pour la mise en œuvre du Programme de Doha pour le développement. J'ai adressé la même lettre aux donateurs multilatéraux et régionaux.

Pour finir, je souhaite souligner à nouveau l'importance que le Secrétariat de l'OMC attache à la consolidation du partenariat qui le lie au Comité d'aide au développement de l'OCDE. En effet, la réunion conjointe GTIO/OCDE prévue pour les 28 et 29 novembre 2002, qui fait suite à la réunion des 17 et 18 janvier derniers que nous avons présidée ensemble sera encore une excellente occasion de pousser plus loin ce partenariat, et plus particulièrement de faire le bilan de nos résultats collectifs par rapport à nos objectifs en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités liés au commerce. Je prendrai contact avec vous prochainement pour que nous discussions de l'organisation de cette importante réunion.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Chiedu Osakwe
Division de la coopération technique

ANNEXE II: LETTRE DU SECRÉTARIAT DE L'OMC À LA BANQUE MONDIALE

Ligne directe: (+41 22) 739 5250
Fax direct: (+41 22) 739 5690
Email: chiedu.osakwe@wto.org

M. Uri Dadush
Directeur
Département du commerce
The World Bank
1818 H Street NW,
Washington, D.C. 20433

Fax: 1 202 522 2578

Référence: **ns02/mo/TA2003/WB**

22 août 2002

Monsieur le Directeur,

Le Secrétariat de l'OMC élabore actuellement le Plan d'assistance technique pour 2003, conformément au Programme de Doha pour le développement. Compte tenu des réunions et consultations qui ont eu lieu dernièrement avec la Banque mondiale, je me permets de solliciter votre appui pour répondre aux besoins prioritaires en matière de capacités commerciales dont les pays bénéficiaires ont fait part de manière formelle au Secrétariat de l'OMC.

Comme vous le savez déjà, dans la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres ont pris des engagements spécifiques en matière de coopération technique et de renforcement des capacités dans onze domaines essentiels. Immédiatement après la Conférence de Doha, le Secrétariat de l'OMC a élaboré le premier Plan d'assistance technique. Nous mettons actuellement au point le deuxième Plan, en nous fondant sur les engagements pris à Doha en matière d'assistance technique. Un aspect du Plan d'assistance technique qui mérite d'être amélioré est la nécessité d'établir des partenariats avec les organisations, institutions régionales et pays donateurs qui jouissent d'un avantage comparatif en ce qui concerne le renforcement des capacités commerciales. L'OMC est convaincue que la Banque mondiale a un rôle fondamental et indispensable à jouer dans le cadre de la mise en œuvre des engagements énoncés dans le Programme de Doha pour le développement en matière de renforcement des capacités commerciales. Nous nous félicitons de l'accueil favorable que vous avez réservé à nos demandes et du soutien que vous nous avez apporté lorsqu'il s'est agi de relever ce défi et souhaitons vivement renforcer notre partenariat l'année prochaine.

Dans le cadre de l'élaboration du Plan d'assistance technique pour 2003, le Secrétariat de l'OMC a formellement demandé aux pays bénéficiaires de lui faire connaître leurs besoins prioritaires. La réaction a été très positive et les réponses nous ont été extrêmement utiles. Le Secrétariat de l'OMC a reçu plus de 1 000 demandes formelles d'activités spécifiques, d'environ 104 pays. Sur la base de ces demandes formelles, le Secrétariat de l'OMC pourra mettre en œuvre deux activités par pays requérant (trois activités dans le cas des pays les moins avancés) et environ 150 activités régionales hautement spécialisées et ciblées, qui profiteront à tous les pays requérants. Il s'agit d'activités pour lesquelles l'OMC a un avantage comparatif. Au total environ 400 activités seront organisées.

En ce qui concerne les activités que le Secrétariat de l'OMC ne peut pas assurer lui-même et pour lesquelles il lui faudra travailler en partenariat avec d'autres entités, nous vous saurions gré de bien vouloir penser aux contributions appropriées que la Banque pourrait apporter. Il semble que la Banque mondiale ait un rôle essentiel à jouer, en particulier en sa qualité de chef de file du processus d'intégration du commerce mené par les organisations multilatérales participantes, et compte tenu des entretiens qui ont eu lieu entre les chefs de Secrétariat des organisations et du Communiqué conjoint qu'ils ont mis au point à leur réunion du 26 février 2002 à la Banque mondiale.

Je vous ferai parvenir prochainement une liste des activités spécifiques qui ne figurent pas dans le Plan d'assistance technique de l'OMC pour 2003 et pour lesquelles la Banque mondiale pourrait envisager d'apporter des solutions spécifiques. Je me propose après cela d'engager des consultations avec les fournisseurs d'assistance technique multilatéraux, régionaux et bilatéraux qui pourraient avoir des contributions à offrir à l'appui du Programme de Doha pour le développement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération.

Chiedu Osakwe
Division de la coopération technique

ANNEXE III: LETTRE AUX BANQUES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT

Ligne directe: (+41 22) 739 5250
Fax direct: (+41 22) 739 5764
Email: chiedu.osakwe@wto.org

Voir la liste des six banques régionales de développement

Référence: **HLS/100** (n:\tc\regbank\let-23oct)

16 août 2002

Monsieur ...,

J'aimerais vous remettre en mémoire le dialogue que le Directeur général de l'OMC, M. Mike Moore, avait engagé avec les six principales banques régionales de développement et la Banque mondiale le 3 mai 2002, ainsi que sa lettre du 3 juin 2002 qui y avait donné suite. J'ai été chargé de poursuivre le processus sur la base du Mémoire d'accord auquel ce dialogue avait abouti et que le Directeur général avait communiqué dans sa lettre du 3 juin.

Comme l'indiquait le Directeur général dans sa lettre, les banques régionales de développement peuvent apporter une contribution substantielle quant au fond dans des domaines tels que: i) la mise en œuvre du Programme de Doha pour le développement; et ii) l'élaboration d'études diagnostiques sur l'intégration du commerce consacrées à des pays de votre région (pas nécessairement des PMA). Plusieurs de ces pays demandant des études de ce type. Nous pourrions promouvoir un partenariat entre l'OMC et les banques régionales de développement dans ces deux domaines dans le cadre du Plan d'assistance technique de l'OMC pour 2003 qui est principalement axé sur les besoins prioritaires des pays en matière de renforcement des capacités.

Le Secrétariat de l'OMC, en consultation étroite avec les Membres de l'Organisation, vient juste de lancer le processus préparatoire concernant le Plan d'assistance technique pour 2003, qui intéresse des pays de votre région. Nous souhaiterions que votre banque joue un rôle essentiel dans ce processus en partenariat avec l'OMC.

Les études diagnostiques sur l'intégration du commerce qui, pour trois d'entre elles, ont été élaborées à l'intention des PMA au titre du Cadre intégré, se sont révélées efficaces pour évaluer la compétitivité d'une économie et déceler les obstacles à l'intégration effective d'un pays dans le système commercial multilatéral et l'économie mondiale. Ces études diagnostiques ont constitué un mécanisme efficace pour l'obtention d'un consensus national en faveur des réformes nécessaires, la hiérarchisation des besoins en matière d'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités, la coordination des contributions des donateurs en réponse aux besoins recensés et la stimulation des réactions nécessaires du côté de l'offre. Étant donné la demande croissante d'études diagnostiques sur l'intégration du commerce émanant de pays en développement autres que des PMA, j'aimerais inviter les banques régionales de développement à envisager d'entreprendre conjointement l'élaboration de telles études dans des pays en développement de votre région autres que des PMA, en partenariat avec l'OMC.

Eu égard à ce qui précède, j'aimerais inviter votre représentant désigné à participer à une réunion entre les banques régionales de développement et l'OMC. Il serait utile que ce représentant soit la personne qui s'occupe, dans votre banque, des questions relatives à l'OMC et aux banques

régionales de développement. Je propose que la réunion se tienne le 30 octobre 2002 à 9 heures, au siège de l'OMC à Genève. La réunion aurait pour objet d'examiner la possibilité de créer un partenariat dans les deux domaines suggérés. L'ordre du jour proposé serait communiqué à votre représentant désigné.

J'aimerais également profiter de cette occasion pour convier votre représentant désigné au deuxième séminaire sur l'intégration du commerce et le Cadre intégré, intitulé "Intégration du commerce dans les stratégies de développement: rôle des politiques, assistance technique et renforcement des capacités", qui se déroulera les 31 octobre et 1^{er} novembre 2002. Le séminaire sera organisé par les organisations participant au Cadre intégré (Banque mondiale, CCI, CNUCED, FMI, OMC et PNUD). Le programme de ce séminaire est joint à la présente lettre.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir communiquer le nom de la personne qui vous représentera à la réunion et au séminaire susmentionnés à Mme Maika Oshikawa (tél: 41 22 739 5643; fax: 41 22 739 5764; e-mail: maika.oshikawa@wto.org) d'ici au 15 septembre 2002. N'hésitez pas à prendre contact avec moi ou avec Mme Oshikawa si vous avez d'autres questions.

Veuillez agréer, Monsieur ..., les assurances de ma haute considération

Chiedu Osakwe
Directeur
Division de la coopération technique

ANNEXE IV: LETTRE AUX COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES DE L'ONU

Ligne directe: (+41 22) 739 52 50
Fax direct: (+41 22) 739 56 90
Email: [chiedu.osakwe @wto.org](mailto:chiedu.osakwe@wto.org)

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
Commission économique pour l'Europe
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Commission économique pour l'Afrique

Référence: **HLS/100** (n:\tc\regbanks\23octESCWA)

16 août 2002

Madame/Monsieur,

Comme vous le savez, dans la Déclaration ministérielle de Doha qu'ils ont adoptée en novembre dernier, les Ministres du commerce ont confirmé que la coopération technique et le renforcement des capacités étaient des éléments centraux de la dimension développement du système commercial multilatéral. Les Ministres ont par ailleurs souligné l'importance capitale, pour la réalisation du Programme de Doha pour le développement, de la coordination avec d'autres organisations intergouvernementales, notamment avec les banques régionales de développement et les commissions économiques régionales. Ce message a été répété par les chefs de secrétariat des six principales banques régionales de développement à la réunion du 3 mai 2002 avec le Directeur général de l'OMC (voir ci-joint le rapport de la réunion).

À la réunion du 3 mai, il a été indiqué que les banques régionales de développement et les commissions économiques régionales pouvaient apporter une contribution substantielle quant au fond dans des domaines tels que: i) la mise en œuvre du programme de Doha pour le développement; et ii) l'élaboration d'études diagnostiques sur l'intégration du commerce consacrées à des pays de votre région (pas nécessairement des PMA), dont plusieurs demandent des études de ce type. Je pense que nous pourrions promouvoir un partenariat entre l'OMC et les commissions économiques régionales dans ces deux domaines dans le cadre du Plan d'assistance technique de l'OMC pour 2003 qui est axé sur les besoins prioritaires des pays en matière de renforcement des capacités.

Le Secrétariat de l'OMC, en consultation étroite avec les Membres de l'Organisation, vient juste de lancer le processus préparatoire concernant le Plan d'assistance technique pour 2003, qui intéresse des pays de votre région. Nous souhaiterions que votre commission joue un rôle essentiel dans ce processus, en partenariat avec l'OMC.

Les études diagnostiques sur l'intégration du commerce qui, pour trois d'entre elles, ont été élaborées à l'intention des PMA au titre du Cadre intégré, se sont révélées efficaces pour évaluer la compétitivité d'une économie et déceler les obstacles à l'intégration effective d'un pays dans le système commercial multilatéral et l'économie mondiale. Ces études diagnostiques ont constitué un mécanisme efficace pour l'obtention d'un consensus national en faveur des réformes nécessaires, la hiérarchisation des besoins en matière d'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités, la coordination des contributions des donateurs en réponse aux besoins recensés et la stimulation des réactions nécessaires du côté de l'offre. Étant donné la demande croissante d'études diagnostiques sur l'intégration du commerce émanant de pays en développement autres que les PMA, j'aimerais inviter les commissions économiques régionales à examiner la possibilité de créer un partenariat pour l'élaboration de telles études avec l'OMC dans des pays en développement de votre région autres que des PMA.

Eu égard à ce qui précède, j'aimerais inviter votre représentant désigné à participer à une réunion entre les commissions économiques régionales et l'OMC. Il serait utile que ce représentant soit la personne qui s'occupe, dans votre commission, des questions relatives au commerce et au renforcement des capacités examinées par l'OMC et les commissions économiques régionales. Je propose que la réunion se tienne le 30 octobre 2002 à 14 heures, au siège de l'OMC à Genève. La réunion aurait pour objet d'examiner la possibilité de créer un partenariat dans les deux domaines suggérés. L'ordre du jour proposé serait communiqué à votre représentant désigné.

J'aimerais également profiter de cette occasion pour convier votre représentant désigné au deuxième séminaire sur l'intégration du commerce et le Cadre intégré, intitulé "Intégration du commerce dans les stratégies de développement: rôle des politiques, assistance technique et renforcement des capacités", qui se déroulera les 31 octobre et 1^{er} novembre 2002. Le séminaire sera organisé par les organisations participant au Cadre intégré (Banque mondiale, CCI, CNUCED, FMI, OMC et PNUD). Le programme de ce séminaire est joint à la présente lettre.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir communiquer le nom de la personne qui vous représentera à la réunion et au séminaire susmentionnés à Mme Maika Oshikawa (tél: 41 22 739 5643; fax: 41 22 739 5764; e-mail: maika.oshikawa@wto.org) d'ici au 15 septembre 2002. N'hésitez pas à prendre contact avec moi ou avec Mme Oshikawa si vous avez d'autres questions.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur, les assurances de ma haute considération

Chiedu Osakwe
Directeur
Division de la coopération technique

**ANNEXE V : LETTRE INDIVIDUELLE ADRESSÉE AUX PAYS ACCUSANT
RÉCEPTION DES DEMANDES D'ASSISTANCE TECHNIQUE
POUR LE PLAN 2003**

Ligne directe: (+41 22) 739 5250
Fax direct: (+41 22) 739 5764
Email: chiedu.osakwe@wto.org

F A X

À:	Pays demandant une assistance technique pour le Plan 2003	Fax No:	Voir la liste
De:	Chiedu Osakwe Directeur Division de la coopération technique	Date:	13/08/2002
Nombre de pages (y compris celle-ci):	1	Réf:	TEC/100

Monsieur ...,

Je vous remercie de votre communication datée du ... 2002, relative à la demande d'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités que votre gouvernement a présentée pour l'année 2003.

Votre demande sera examinée au sein du Secrétariat et en consultation avec votre délégation, à la lumière des engagements en matière de coopération technique et de renforcement des capacités qui sont inscrits dans le Programme de Doha pour le développement.

Monsieur ..., ... à la Division de la coopération technique et Coordonnateur régional pour ..., se mettra prochainement en rapport avec votre délégation, pour la consulter sur vos priorités et essayer de trouver un accord mutuel sur les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités qui seront organisées pour votre pays (dans le cadre national et dans le cadre régional). Les résultats des consultations seront incorporés au Plan coordonné d'assistance technique de l'OMC pour 2003.

Comme vous le savez, ce plan d'assistance technique pour 2003 sera examiné par le Comité du commerce et du développement, et ses incidences financières seront débattues au sein du Comité du budget, des finances et de l'administration.

En ce qui concerne les demandes d'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités auxquelles l'OMC ne pourra pas donner satisfaction par elle-même, nous veillerons à ce qu'elles soient transmises aux organisations multilatérales compétentes dans le cadre de la coordination interinstitutions, aux donateurs bilatéraux membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et aux banques régionales de développement. Il nous appartiendra d'en assurer ensemble le suivi.

Veuillez agréer, Monsieur ..., l'assurance de ma considération distinguée.

Chiedu Osakwe
Directeur
Division de la coopération technique

**ANNEXE VI: CALENDRIER DU COURS DE FORMATION SUR LES NÉGOCIATIONS AU TITRE
DU PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT À L'INTENTION DES HAUTS
FONCTIONNAIRES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

Groupe de pays	Date	Organe régional	Établissement universitaire	Arrangement en matière de partage des coûts (OMC/ organe régional)	Personne à contacter à la Division de la coopération technique
Amérique latine	10-21 juin 2002	Organisation des États américains	Université de Georgetown, Washington	0/100	Gómez Torán
Pays arabes	Décembre 2002/ janvier 2003	Fonds monétaire arabe	Centre de formation au commerce extérieur/ Université américaine du Caire/Université du Caire	50/50	Seif El Yazal
Europe centrale et orientale	15-29 octobre 2002	Banque européenne pour la reconstruction et le développement	Institut multilatéral de Vienne		Smeets
Afrique anglophone	Novembre/ décembre 2002	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et Banque africaine de développement	Université de Stellenbosch, Afrique du Sud		Yeboah
Asie-Pacifique	28 avril- 10 mai 2003	Banque asiatique de développement	Université de Beijing	75/25	Krommenacker
Pays sans représentation à Genève	Avril 2003 [coïncidera avec la Semaine de Genève]		IMD, Lausanne		Osakwe Blank Oshikawa
Pays des Caraïbes	2003	Organisation des États américains	Université des Antilles, Barbade		Gómez Torán
Afrique francophone	2003	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et Banque africaine de développement	Institut de formation de la Banque africaine de développement, Abidjan		Yeboah
Asie centrale et Caucase	2003	Centre de droit et politique commerciale, Canada	Tbilisi, Géorgie	75/25	Smeets
PMA	2003	À confirmer	À confirmer	À confirmer	Sajal Mathur/ J.-M. Fortin

Liste des Membres et observateurs* invités

Asie de l'Est et Pacifique (29): Bangladesh; Bhoutan*; Brunéi Darussalam; Cambodge*; Fidji; Hong Kong, Chine; Îles Salomon; Inde; Indonésie; Macao, Chine; Malaisie; Maldives; Mongolie; Myanmar; Népal*; Pakistan; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Philippines; République de Corée; République démocratique populaire lao*; République populaire de Chine; Samoa*; Singapour; Sri Lanka; Taïpei chinois; Thaïlande; Tonga*; Vanuatu*; Viet Nam*.

Afrique francophone (26): *Algérie**, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert*, Congo, Côte d'Ivoire, *Djibouti*, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale*, Madagascar, Mali, *Mauritanie*, *Maroc*, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tchad, *Togo*, *Tunisie*.

Afrique anglophone (21): Afrique du Sud, Botswana, *Égypte*, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles*, Sierra Leone, *Soudan**, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Amérique latine (18): Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay, Venezuela.

Pays des Caraïbes (15): Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago.

Pays d'Europe centrale et du Sud-Est (17): Albanie, Bélarus*, Bosnie-Herzégovine*, Bulgarie, Croatie, Estonie, Ex-République yougoslave de Macédoine*, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Moldova, Pologne, République fédérale de Yougoslavie*, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Slovaquie.

Pays d'Asie centrale et du Caucase (11): Arménie, Azerbaïdjan, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie, Ukraine.

Pays arabes (16): Algérie*, Arabie saoudite*, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban*, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Soudan*, Tunisie, Yémen*.

Pays sans représentation à Genève (35): Andorre*; Antigua-et-Barbuda; Arménie*; Bahamas*; Burkina Faso; Dominique; Fidji; Gambie; Grenade; Guinée-Bissau; Guyana; Îles Salomon; Laos*; Macao, Chine; Malawi; Maldives; Mali; Namibie; Niger; Ouzbékistan*; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Sainte-Lucie; Saint-Kitts-et-Nevis; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Samoa*; Sao Tomé-et-Principe*; Seychelles*; Sierra Leone; Suriname; Swaziland; Tchad; Togo; Tonga*; Vanuatu*.

**ANNEXE VII: CALENDRIER POUR L'EXTENSION DU CADRE
INTÉGRÉ AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS**

Objet	Étapes	Dates projetées
Étude sur l'intégration du commerce relative au Malawi	Visite avant la mission	Du 28 novembre au 8 décembre 2001
	Mission au titre du Cadre intégré	27 avril 2002
	Remise au client	30 juin 2002
	Atelier	15 septembre 2002
	Version finale	
Étude sur l'intégration du commerce relative au Sénégal	Visite avant la mission	Du 9 au 16 novembre 2001
	Mission au titre du Cadre intégré	Du 4 au 15 février 2002
	Remise au client	30 juin 2002
	Atelier	30 juillet 2002
	Version finale	
Étude sur l'intégration du commerce relative au Lesotho	Visite avant la mission	Du 28 novembre au 14 décembre 2001
	Mission au titre du Cadre intégré	Du 22 mars au 1 ^{er} avril 2002
	Remise au client	30 juin 2002
	Atelier	15 juillet 2002
	Version finale	
Étude sur l'intégration du commerce relative au Yémen	Visite avant la mission	Du 4 au 13 février 2002
	Mission au titre du Cadre intégré	15 mai 2002
	Remise au client	15 juillet 2002
	Atelier	15 septembre 2002
	Version finale	
Étude sur l'intégration du commerce relative à l'Éthiopie	Visite avant la mission	20 juin 2002
	Mission au titre du Cadre intégré	15 septembre 2002
	Remise au client	30 novembre 2002
	Atelier	1 ^{er} janvier 2002
	Version finale	

Objet	Étapes	Dates projetées
Étude sur l'intégration du commerce relative au Népal	Visite avant la mission	15 août 2002
	Mission au titre du Cadre intégré	30 septembre 2002
	Remise au client	15 février 2003
	Atelier	15 mars 2003
	Version finale	
Étude sur l'intégration du commerce relative à l'Érythrée	Visite avant la mission	15 juillet 2002
	Mission au titre du Cadre intégré	15 septembre 2002
	Remise au client	30 novembre 2002
	Atelier	15 février 2003
	Version finale	
Étude sur l'intégration du commerce relative à Djibouti	Visite avant la mission	À déterminer
	Mission au titre du Cadre intégré	À déterminer
	Remise au client	À déterminer
	Atelier	À déterminer
	Version finale	À déterminer
Étude sur l'intégration du commerce relative au Burundi	Visite avant la mission	15 septembre 2002
	Mission au titre du Cadre intégré	15 novembre 2002
	Remise au client	30 janvier 2003
	Atelier	15 mars 2003
	Version finale	
Étude sur l'intégration du commerce relative à la Guinée	Visite avant la mission	15 juillet 2002
	Mission au titre du Cadre intégré	15 septembre 2002
	Remise au client	30 novembre 2002
	Atelier	15 février 2003
	Version finale	

Objet	Étapes	Dates projetées
Étude sur l'intégration du commerce relative au Mali	Visite avant la mission	15 juillet 2002
	Mission au titre du Cadre intégré	15 septembre 2002
	Remise au client	30 novembre 2002
	Atelier	15 février 2003
	Version finale	
